



SPIP du Finistère 19/03/2024



« Je fais le serment d'être fidèle à votre enseignement et à votre engagement » dira Monsieur MACRON lors de l'hommage national consacré à Robert BADINTER.

Aurait-il oublié cet autre engagement, tenu tout au long de sa vie :

« *La conception de la prison doit être, bien sûr, la sanction, mais aussi l'amendement et la réinsertion. Ou alors ce sont des prisons dépotoirs* ».

**454 !!**

**En ce 19 mars 2024, c'est le chiffre affligeant du nombre de détenus à la maison d'arrêt de Brest dont la capacité est de 254 personnes.**

Plus de 70 matelas au sol , c'est la triste réalité.

Dans un temps pas si lointain, dépasser les 400 était impensable, et pourtant....

Dans ces conditions, comment la prison pourrait-elle atteindre ses objectifs tant sécuritaires que de préparation à la sortie et de lutte contre la récidive? Ignorons nous que chaque "arrivant" nécessite la mise en route d'un process chronophage de l'ensemble des services pour parfois...2 jours de détention ?

L'heure n'est pas à moins sanctionner, on le sait. Pourquoi pas « mieux sanctionner », et surtout comment ? Certainement pas en continuant de remplir sans fin un établissement pénitentiaire... Mais peut être en consacrant nos budgets à des actions qui réduisent la récidive, plutôt qu'à de l'immobilier pénitentiaire? Or les annonces budgétaires récentes sont claires : emprisonnons d'abord, peu importe si ce qu'on fait en prison sert à baisser la récidive ou pas;

Certains ont tenté dans la loi confiance de multiplier les sorties par anticipations ou aménagements de peine pour lutter contre la surpopulation carcérale, mais quand se mobilisera t on plutôt pour **NE PAS FAIRE ENTRER DAVANTAGE DE PERSONNES EN DETENTION?**

**Il n'est en effet plus possible d'incarcérer en laissant à la pénitentiaire et au JAP la mission de faire sortir le maximum de personnes. STOP à l'hypocrisie!!**

**Les organisations syndicales du SPIP 29 interpellent les autorités judiciaires locales pour une réaction immédiate.**

**Nous interpellons également notre Ministre de tutelle pour revenir sur les dispositifs de la loi Confiance qui ne permettent plus d'anticiper les sorties par les SPIP.**

**Nous l'interpellons sur les coupes budgétaires récentes qui sabrent les actions de prévention de la récidive !**